

Convention collective

**IDCC : 1525. – MÉTALLURGIE
(Région dunkerquoise)
(31 août 1988)**

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD DU 23 JUIN 2015

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX SALAIRES EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2015**

NOR : ASET1550708M
IDCC : 1525

EXPOSÉ

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires effectifs garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 1 % à compter du 1^{er} juin 2015. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,51 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2015, fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2015.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou de catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié, il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paie de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise, ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé auprès des services centraux du ministère ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} juin 2015.

Article 10

Si les données économiques et sociales, tant de la branche que du contexte local et national, le nécessitent, les parties signataires s'engagent à se revoir avant le 31 décembre 2015 afin d'examiner l'évolution de la situation et de rediscuter des salaires minima conventionnels.

Fait à Dunkerque, le 23 juin 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Flandre maritime.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT DCA 59-62.

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA) pour l'année 2015

Base : 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine

*Administratifs, techniciens et agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)
I	1	140	17 632	
	2	145	17 651	
	3	155	17 675	
II	1	170	17 680	
	2	180	17 685	
	3	190	17 809	
III	1	215	18 216	AM1 18 216
	2	225	18 799	
	3	240	19 236	AM2 19 236
IV	1	255	20 239	AM3 20 239
	2	270	21 165	
	3	285	22 566	AM4 22 566
V	1	305	23 922	AM5 23 922
	2	335	25 532	AM6 25 532
	3	365	27 164	AM7 27 164
		395	27 847	27 847

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI
I	1	140	O1 17 632
	2	145	O2 17 651
	3	155	O3 17 675
II	1	170	P1 17 680
	3	190	P2 17 809

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
III	1	215	P3	18 735
	3	240	TA1	20 018
IV	1	255	TA2	20 758
	2	270	TA3	21 887
	3	285	TA4	23 102

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
III	1	215	AM1	18 958
	3	240	AM2	20 549
IV	1	255	AM3	21 148
	3	285	AM4	23 539
V	1	305	AM5	24 482
	2	335	AM6	26 005
	3	365	AM7	28 761
		395		29 456

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Base 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine.

*Administratifs, techniciens et agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

Valeur du point : 4,51 € (changé depuis le 1^{er} juin 2015).

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)
I	1	140	631,40	
	2	145	653,95	
	3	155	699,05	
II	1	170	766,70	
	2	180	811,80	
	3	190	856,90	
III	1	215	969,65	AM1 969,65
	2	225	1 014,75	
	3	240	1 082,40	AM2 1 082,40

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)	
IV	1	255	1 150,05	AM3	1 150,05
	2	270	1 217,70		
	3	285	1 285,35	AM4	1 285,35
V	1	305	1 375,55	AM5	1 375,55
	2	335	1 510,85	AM6	1 510,85
	3	365	1 646,15	AM7	1 646,15
		395	1 781,45		1 781,45

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	VALEUR		MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1	631,40	31,57	662,97
	2	145	O2	653,95	32,70	686,65
	3	155	O3	699,05	34,95	734,00
II	1	170	P1	766,70	38,34	805,04
	3	190	P2	856,90	42,85	899,75
III	1	215	P3	969,65	48,48	1 018,13
	3	240	TA1	1 082,40	54,12	1 136,52
IV	1	255	TA2	1 150,05	57,50	1 207,55
	2	270	TA3	1 217,70	60,89	1 278,59
	3	285	TA4	1 285,35	64,27	1 349,62

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	VALEUR		MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1	969,65	67,88	1 037,53
	3	240	AM2	1 082,40	75,77	1 158,17
IV	1	255	AM3	1 150,05	80,50	1 230,55
	3	285	AM4	1 285,35	89,97	1 375,32
V	1	305	AM5	1 375,55	96,29	1 471,84
	2	335	AM6	1 510,85	105,76	1 616,61
	3	365	AM7	1 646,15	115,23	1 761,38
		395		1 781,45	124,70	1 906,15